26me Année N° 5331 — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — UN NUMÉRO 5 CENTIMES — BUREAUX : RUE NEUVE, 17 — Lundi 22 Mai 1882

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES* et *JUDICIAIRES*

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS :
Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. QUARRÉ, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. HAVAS, LAFFITTE ET Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

Les abonnements et les annonces pour le *Journal de Roubaix* sont reçus :
A Roubaix, aux bureaux du journal.
A Tourcoing, rue d'Havré, 25.
A Lille, à la succursale de l'*Agence Havas*, rue de la Gare et aux bureaux du *Mémorial*, Grand Place, (entrée par les débris Saint-Etienne).
A Armentières, rue de Lille.
A Paris, aux bureaux de l'*Agence Havas*, place de la Bourse, 8, ou rue Notre-Dame-des-Victoires, 34.

ROUBAIX, LE 21 MAI 1882

LE PROJET MARCOU

C'est lundi prochain que doit venir en discussion, devant la Chambre des députés le projet de loi déposé par M. Marcou, député de l'Aude.

Nos lecteurs connaissent l'économie générale de cette étrange loi. C'est la négation la plus audacieuse qui se puisse imaginer de la liberté du père de famille.

C'est le communisme dans le domaine intellectuel et moral, en attendant qu'on le fasse passer dans l'ordre matériel.

M. Marcou veut que ceux-là seuls soient admis aux fonctions publiques, aux écoles du Gouvernement, et aux examens du baccalauréat qui auront fait leur Seconde, leur Rhétorique et leur Philosophie dans un collège universitaire.

Hors de l'« *Alma mater* », il n'y a plus de salut !

Il faut que pendant trois ans, tous les Français subissent l'enseignement irréligieux de l'Université, qu'ils en étudient l'histoire écrite par des Loriquet radicaux, qu'ils soient soumis à l'influence des plus étranges systèmes philosophiques.

S'ils résistent, on les condamnera à n'être rien, pas même bacheliers.

On leur fermera les carrières libérales et les écoles du gouvernement.

Et dire que ce projet va faire l'objet des méditations de la Chambre, et qu'il est assez liberticide pour avoir de grandes chances de succès.

Voilà bien tous ces esprits forts : Ils raillent les catholiques parce qu'ils croient à l'infaillibilité pontificale; et, par la plus étrange des contradictions, ils érigent en dogme politique l'infaillibilité de l'Etat instituteur.

Non-seulement ils lui accordent le monopole exorbitant de régler les programmes d'enseignement et de conférer des grades universitaires, mais ils veulent que seul il ait le droit d'enseigner l'histoire, la littérature, la philosophie et les sciences.

Si un professeur libre vous a appris que la somme des trois angles d'un triangle égale deux angles droits, vous êtes un parfait crétin; mais si vous tenez cette démonstration géométrique d'un professeur à qui le Docte Ferry aura conféré l'investiture, rien ne s'oppose à ce que vous deveniez un personnage dans l'Etat, et vous serez également apte à gérer une ambassade, à réorganiser l'armée, à légiférer, à tuer vos compatriotes selon la formule, à les juger suivant la loi, ou à perdre leurs procès, toujours suivant la loi.

Si nous ne connaissions l'homme, nous nous demanderions si M. Marcou n'est pas un mauvais plaisant, qui a voulu mystifier ses collègues en livrant à leurs délibérations un projet de loi digne d'être discuté dans le seul Parlement de Gérolstein.

Mais M. Marcou est une vieille barbe de l'école de Blanqui, qui ne rit jamais.

Fils d'un prêtre et d'une religieuse qui, pendant notre première période révolutionnaire, prêtèrent le serment des rénégats, et rompirent les vœux qu'ils avaient prononcés au pied des autels, il a gardé de cette implacable filiation, une haine profonde pour la religion et pour les prêtres, qui lui rappellent le souvenir d'un père et d'une mère traîtres à leurs vœux de chasteté et d'obéissance.

C'est de cette haine que procède le projet de loi qui viendra lundi en discussion.

Son origine suffit à le condamner.

Elle suffira peut-être à le faire voter par les hommes que les hasards électoraux ont placés à notre tête.

PIERRE SALVAT.

L'ABAISSEMENT

Après nous être réjouis et préalablement égayés de la solution que la menace d'une intervention collective de la France et de l'Angleterre a donnée subitement aux querelles d'Egypte, il doit nous être permis de produire sur la manière dont cette intervention a été combinée diplomatiquement quelques observations qui ne manquent pas d'opportunité. Les déclarations faites à la Chambre des lords par lord Granville, à propos d'une interpellation de lord Lamington et à la Chambre des communes par sir Charles Dilke, projettent des clartés imprevues sur la façon dont l'entente s'est établie entre les deux gouvernements, et particulièrement sur les conséquences qu'elle implique.

M. de Freycinet avait affirmé à la tribune française que le rôle prépondérant de la France en Egypte, rôle consacré, défini, reconnu par les traditions, par l'autorité de l'histoire et même par les traités écrits, n'était mis en question par aucune puissance. En présence d'une assertion aussi formelle, nous n'attendions aucune protestation et nous avions sujet de nous livrer sans réserve à la joie que nous inspirait le règlement de ce point de fait, gros de résultats inéluctables. Pourtant, la protestation est venue. Et d'où est-elle venue ? De l'Allemagne ? De l'Italie ? De la Russie? De l'Autriche ? Toutes ces nations ont, en Egypte, des intérêts plus ou moins opposés aux nôtres. Point. La protestation est venue de l'Angleterre, c'est-à-dire de notre alliée — mieux encore, elle est venue des ministres anglais, qui avaient poussé jusqu'au bout les négociations relatives à la coopération militaire.

Ce n'est pas tout : les ministres anglais ne se sont pas contentés de protester contre les paroles de M. de Freycinet, de les rectifier à la tribune britannique, — acte déjà aussi audacieux que significatif : — ils ont fait plus. Ils ont demandé, exigé de M. de Freycinet lui-même une formelle déclaration de désaveu ; ils ont fait passer cette inconcevable demande par la filière diplomatique. Ce qu'il y a de plus étonnant, c'est qu'ils l'ont obtenue. Lord Granville, en effet, a lu à la Chambre des lords une lettre de M. Tissot qui l'informe que M. de Freycinet fait docilement les excuses qu'on lui demande.

Un français, un familier imprudent du ministère actuel nous eût, à nous, gens d'opposition raconté ce fait, nous ne l'eussions pas cru, tellement nous l'eussions trouvé monstrueux et invraisemblable. Mais lord Granville a parlé devant les pairs d'Angleterre, il a lu un texte qu'il avait entre les mains : il faut croire, il faut s'incliner, se lamenter et rougir.

Ah ! nous n'aimions M. Thiers et nous le lui avons pas prouvé, Dieu merci ! Mais nous sommes assez respectueux de sa mémoire pour nous porter garant que si jamais un ministre anglais ou allemand s'était permis pareille algarade, lui étant au pouvoir, il l'aurait assez vertement réprimé pour ôter aux autres l'envie de recommencer. Et nous ne parlons que des ministres républicains. Et Drouyn de Lhuis et François Guizot, comment auraii-il pris semblable audace? Il est aisé de se le représenter.

M. de Freycinet, lui, est d'une autre race et d'une autre école. Talleyrand disait que le parfait diplomate à son avis, devait recevoir des coups de pieds quelque part sans sourciller; mais, les coups de pieds une fois reçus, il les rendait à sa façon et avec usure : Napeleon Ier en sut quelque chose en son temps. M. de Freycinet ressemble à Talleyrand, mais par un côté seulement: il reçoit les coups de pied, mais il ne les rend pas. C'est de la diplomatie évangélique.

S'il n'y avait encore, pour nous, Français, que l'humiliation à digérer, nous pourrions encore nous résigner. Nous avons, depuis 1871, avalé tant de crapauds, comme dit, en son style familier, le prédécesseur de M. de Freycinet, que nous n'avons plus le droit de nous montrer difficiles, mais l'acte de lord Granville et de sir Charles Dilke est parfaitement réfléchi, et il crée à notre flotte dans les eaux égyptiennes, à nos représentants officiels au Caire et au gouvernement français dans le monde, une situation grosse de dangers.

On remarquera que, tout en protestant contre les assertions de M. de Freycinet, relatives à la prépondérance d'une nation quelconque en Egypte, les ministres britanniques ont fait attribuer le commandement de la flotte combinée à l'amiral anglais, lord Seymour. Ainsi, nous paraîtrons dans les eaux égyptiennes presque à titre d'auxiliaires. Ainsi, cette prépondérance, que l'Angleterre nous refuse, elle se l'octroie, sans coup férir. Ainsi, nous descendons un à un tous les échelons de l'abaissement, qui, si la République dure, nous doivent conduire à perdre notre qualité et notre action de grande puissance.

Et, en face d'une telle situation, M. de Freycinet, ses collègues, M. le président de la République, au nom de qui ils gouvernent les républicains en masse, s'émeuvent-ils? Non. Ils songent à la fête du 14 Juillet.

Décidément, M. Thiers avait raison : c'est le régime de l'imbécilité. (*Patrie*)

UNE DES SUITES DE LA LOI ATHÉE

Le ministre de l'instruction publique s'est rendu hier à la commission du budget pour défendre les crédits de son ministère pour 1883. M. Jules Ferry est entré dans l'examen détaillé de tous les chapitres au cours de cette conférence qui n'a pas duré moins de quatre heures.

Dans ce long exposé nous ne révèlerons qu'un fait qui paraît devoir produire un effet considérable sur notre situation financière.

Le ministère a déclaré qu'à l'époque où il avait dressé son projet de budget pour 1883, il n'avait pas pu y comprendre certaines demandes de crédit qu'il va être obligé de formuler par voie d'addition.

Ces demandes de crédits qui ne peuvent être évités sont la conséquence obligée des nouvelles lois récemment votées sur l'obligation et la gratuité de l'enseignement primaire.

Le ministre va demander 12 millions pour régularisation du traitement des instituteurs existants.

3 millions pour assurer le traitement de nouveaux instituteurs à créer.

4 millions pour instituer les écoles maternelles.

12 millions pour servir les intérêts et l'amortissement de la nouvelle dotation de 350 millions qu'il compte demander pour la caisse des lycées et écoles.

C'est donc une somme nouvelle de 31 millions qui va venir s'ajouter au budget de 1883 et dont la moitié au moins commencera à peser sur le budget de 1882.

Or le projet de 1883 tel qu'il a été présenté à la Chambre ne comporte qu'un excédant de 2 millions des recettes sur des dépenses. Il va donc se trouver en déficit de 29 millions.

M. Lockroy a relevé immédiatement ce fait, dont le ministre n'a pu que constater la réalité. Il a ajouté que c'était au ministre des finances à aviser et qu'il réglerait la question avec lui.

A ce propos, M. Lockroy a rappelé qu'il avait avec deux autres de ses collègues, proposé à la précédente Chambre l'aliénation des domaines de l'Etat affectés à des services ecclésiastiques. L'aliénation de ces domaines donnerait une resource de 67 millions.

M. Lockroy a donc annoncé qu'il soutiendrait devant la Chambre actuelle cette proposition qu'il a reprise de concert avec M. de Lacretelle.

L'ESPIONNAGE ALLEMAND EN FRANCE

On écrit de Berlin à la *France* :

Vous vous rappelez sans doute quel bruit les Allemands firent, il y a quelques temps, au sujet d'une ridicule affaire dans laquelle un ex-officier bavarois joua le principal rôle : cet officier aurait été chargé de procurer à la France des plans de forteresses ainsi que le plan de mobilisation de l'armée bavaroise pour 1882. Mais, comme il parait que les Allemands ne sont mauvais espions que pour le compte des étrangers, l'officier en question a su s'arranger de telle sorte que son entreprise a été bientôt connue des autorités militaires. Il fut arrêté, et depuis l'on n'en entend plus parler.

Si, mieux inspirés, les Allemands ne se soucient pas outre mesure de nos plans de mobilisation, et, en tous cas, ne vont pas à Périgueux ou à Nantes pour se procurer des documents qui ne peuvent se trouver qu'à Paris, en revanche, ils font en France, à la barbe de nos compatriotes, des études topographiques qui ont leur importance ; et qui mieux est, ils en publient les résultats dans des recueils periodiques que lisent tous les officiers de l'armée allemande. Voilà ce qui m'a frappé en ouvrant le numéro paru hier du *Militaer Wochenblatt*.

Sous ce titre : *Une Chevauchée de Strasbourg a Grenade*, un officier d'artillerie fait le récit, très circonstancié, d'un voyage qu'il fit en France, à cheval, et accompagné d'une ordonnance. Pour que l'on saisisse la portée de cette exploration au grand jour, il est essentiel que je choisisse plusieurs extraits du *Militaer Wochenblatt* ; je mentionnerai auparavant que le prétexte de la course en question est une prétendue étude sur l'utilité du trot dans l'arme de la cavalerie; ce prétexte est mis en avant d'un bout à l'autre de la brochure, qui renferme vingt-cinq pages in-octavo, dans le but visible de dérouter les lecteurs étrangers. Mais laissons parler notre explorateur prussien :

« Après les manœuvres d'automne de l'année dernière, une faveur auguste m'accorda un congé d'un an. Mon ordonnance, qui venait de terminer ses trois années de service, s'attacha à ma personne comme domestique, et le 29 septembre 1881, tout était prêt pour notre départ... Je m'étais procuré ce qu'il y a de mieux en fait de cartes et une lecture très assidue m'avait parfaitement renseigné d'avance sur la situation et le caractère des populations avec lesquelles j'allais me trouver en contact... Je pris la grande route de Colmar à Belfort.

« ... Il y avait un bureau de douane au premier village français, où l'on fut très poli et très prévenant pour nous. Les chevaux furent exactement mesurés, examinés, et, contre la somme de 60 francs, je reçus une quittance qui me permettait de faire sortir de nouveau les bêtes en question de France dans les trois mois et après restitution de mon argent. Un gendarme me demanda mon nom et me rendit aussitôt les simples (?) passe-ports que je lui présentai... »

Puis, une remarque sur la plus importante voie de communication entre l'Allemagne du Sud et la France, que forme le point de jonction de Jura Suisse et des Vosges.

« A midi, nous arrivâmes à Belfort, où le guignon voulut qu'il y eût justement une foire, de sorte que deux cavaliers à l'air exotique comme nous étions attirèrent davantage l'attention publique, qu'il ne m'eût été agréable. Je cherchai bien vite ma malle à la douane et je l'expédiai à Lyon, pour m'éloigner aussitôt d'une ville qui n'est pas très germanophile. Les habitants de Belfort étaient, en effet, polis mais froids envers nous et l'on demanda en allemand à mon brosseur si j'étais officier... »

Les deux voyageurs arrivent à Besançon: l'officier examine cette place et la décrit fort bien au point de vue militaire.

Sur la route de Bourg-en-Bresse à Lyon, un incident se produit :

« Déjà, depuis quelques jours, j'entendais parler de plusieurs escadrons de hussards, qui, revenant des manœuvres, devaient se diriger sur Lyon. Je les joignis sur la route et je me rencontrai au cabaret avec les officiers. Le jour suivant, je les atteignis encore comme ils étaient en marche ; j'adressai la parole à un des chefs d'escadron et je chevauchai quelque temps avec lui à la tête de son escadron ; d'autres officiers arrivèrent sur ces entrefaites, qui prirent part à l'entretien. L'un de ces messieurs avait beaucoup voyagé et parlait bien l'anglais. On me demanda quelle était ma nationalité et l'on parut s'intéresser à mon voyage. Ces escadrons avaient quelques chevaux boiteux ou blessés. Le harnachement faisait bon effet. On allait souvent au trot... »

Vous remarquerez que l'officier prussien, qui ne dit pas s'il avoua aux officiers français sa véritable nationalité, communique ses observations sur notre cavalerie. D'après la mention qu'il fait d'un de ces officires parlant bien l'anglais, il faut croire qu'il se faisait passer pour un anglais, mais il raconte plus loin qu'à Lyon, l'aubergiste chez lequel il était descendu, lui dit, en considérant les harnais de ses chevaux :

— Cela trahit fort la cavalerie prussienne !

Bornons ici nos citations. Que pensez-vous de l'audace de cet officier qui parcourt, à cheval, la France, depuis Belfort jusqu'à Perpignan ? Il dit, à la fin de la brochure, qu'en revenant d'Espagne il s'arrêta à Paris, d'où il expédia son ordonnance en Allemagne, tandis que lui demeura dans la capitale française, sans doute pour y poursuivre ses études, et cela jusqu'à l'expiration de son congé d'un an.

Je suppose qu'un officier français, sous prétexte de faire à cheval le voyage de Paris à Saint Pétersbourg, examinât minutieusement les chemins, les lieux, les forteresses qui, en Allemagne, se trouveraient sur sa route : quelle explosion d'indignation n'aurait pas lieu chez les Allemands à la nouvelle d'une semblable expédition ! Et si, après cela, l'officier français avait le cynisme de consigner ses observations dans une publication militaire semi-officieuse, comme est le *Militaer Wochenblatt*, ne verrait-on pas naître une formidable agitation gallophobe dans le pays de la choucroûte et de la bière ?

Pour revenir à notre cas, il est extrêmement humiliant d'apprendre que, sur tant de Français qui ont approché l'officier prussien en question, il ne s'en est même pas trouvé un pour déranger l'itinéraire de cet émissaire comme il eût convenu.

LETTRE DE PARIS

La carte de circulation sur les chemins de fer continue à faire des ravages au Palais-Bourbon.

En effet, les députés sont de moins en moins nombreux aux séances, les couloirs se vident, et les commissions ne peuvent plus déliberer faute de combattants.

Nos députés courent nos voies ferrées, et le premier accident de chemin de fer qui se produira sera suivi d'une convocation à bref délai des électeurs des communes de X... ou Y..., pour nommer des députés à la place des représentants broyés.

Certains de ces messieurs font un usage exagéré de la carte de circulation, et nous pourrions citer un élu de l'Indre qui, dans les trois jours de fête que nous venons de traverser, a presque fait le tour de la France.

Ce n'est pas M. Leconte !

Au sujet des cartes de circulation, annonçons qu'un journal conservateur, auquel M. Henri de Pène n'est pas étranger, se proposait de signaler tous les voyages d'agrément des députés républicains.

Les compagnies ont refusé de renseigner son reporter. Celui-ci aurait poussé l'audace jusqu'à demander que cet été, on lui permit de noter, dans les bureaux des administrations, les voyageurs parlementaires qui oublieront les tournées politiques pour les délices des villes d'eau.

L'abus de la carte de circulation devient manifeste, et il est probable que les programmes électoraux prochains feront défense de ces passe-ports gratuits.

Les comités politiques de Paris — y compris celui qui a élu M. Allain-Targé ! — y ont déjà songé.

Nous comprendrions mieux l'usage de la carte de circulation, sur terre et sur mer, pour les malheureux nihilistes, que l'on expulse de Paris, qui passent la Manche, se fixent à Londres — jusqu'au jour où on leur apprend que M. de Freycinet — le bienveillant leur a rouvert le sol francais.

M. Lavroff et ses amis ne sont pas riches, et il serait juste de leur donner une compensation de retour gratis, après ces petits désagrements.

On ne s'est pas expliqué diplomatiquement le retour de M. Lavroff.

La vérité la voici : M. de Freycinet était très-affligé d'avoir excité les colères de l'extrême-gauche en expulsant Lavroff et ayant eu l'occasion de voir peu après le prince Orloff, il lui fit comprendre son sentiment avec force détours et circonlocutions.

Le prince Orloff resta muet.

Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre, assistait à l'entretien : il sourit.

Un ambassadeur anglais qui sourit, c'est une inspiration, c'est un plan, c'est une victoire.

Peu de jours après, les trois ministres se trouvaient à déjeuner au quai d'Orsay.

Le prince Orloff, qui rêve toujours de posséder de nouvelles propriétés en France, annonça qu'il venait d'acheter un terrain à Versailles près du château de Roquencourt, qui appartenait à feu le général Ney.

Il voulait faire bâtir immédiatement, et trouver un architecte habile, rapide et n'excédant pas le délai indiqué.

M. de Freycinet lui désigna un ami personnel, M. C... qui s'est occupé dans ces derniers temps de la création d'un tunnel sous la Manche.

— Je le connais, dit lord Lyons, c'est un homme très-capable, mais il hésitera à mettre son talent au service de Son Altesse le Prince Orloff...

— Pourquoi donc ? demanda M. de Freycinet.

— C'est un ami du russe que vous avez expulsé ! s'écria lord Lyons en riant.

Le Prince Orloff comprit la malice du diplomate anglais : il déclara que le gouvernement russe ne verrait point d'inconvénient au retour de Lavroff.

Trois jours après, notre représentant à Londres, M. Tissot, avisait le réfugié qu'il pouvait revenir en France.

Ces explications étaient nécessaires pour pallier le mauvais effet de la note du journal *Paris*, qui semblait dire que l'ambassadeur de Russie n'avait pas été consulté dans cette circonstance.

Paris a pris l'habitude des petits bruits malveillants et des insinuations perfides. Il recule devant les éclaircissements, et il lui en coûterait d'avouer que le banquet Grisel était une manifestation purement gambettiste.

D'autre journaux l'ont dit sans vergogne: mais puisque nous nous proposons de dévoiler ce qui est le résultat de nos observations personnelles, signalons un côté tout particulier qui a échappé à l'attention générale, dans l'histoire de ce banquet.

M. Nublat, homme de beaucoup de finesse et d'esprit, avait fondé il y a peu de temps, un journal specialiste pour les chemins de fer.

Titre : *le Moniteur des Employés des chemins de fer*.

Il fallait lancer, répandre, vulgariser la petite feuille, et il ne suffisait pas d'avoir de beaux bureaux boulevard Magenta 94 : il fallait une grande occasion de réclame et de publicité.

M. Nublat, qui n'en est pas à son coup d'essai, rêve une splendide manifestation Grisel, panachée des noms de Victor Hugo et de Gambetta.

Il s'entend avec Raynal, brûle vingt fois l'avenue d'Eylau à toutes brides pour décider M. Victor Hugo, il souscrire dans ses bureaux... et la manifestation et le *Moniteur* sont lancés !

Et voilà comme quoi tout le monde a trouvé son compte dans cette réclame en partie double, les *Moniteuristes* et les Gambettistes.

X...

LES ÉLECTIONS D'IRLANDE

Nos lecteurs savent que la mort si regrettable et si regrettée de lord Frederick Cavendish a laissé un siége vacant à la Chambre des Communes, pour le West Riding du Yorkshire.

Nous apprenons par dépêche que ce siége vient d'être remporté, à 2,027 voix de majorité, par l'honorable Isaac Holden, de Bradford, candidat libéral, sur son concurrent l'honorable Gathorne Hardys, conservateur.

C'est, croyons-nous, une voix de plus en faveur de la malheureuse Irlande pour laquelle M. Holden, qui a du reste déjà fait partie de cette Chambre, a toujours témoigné de ses sentiments sympathiques.

Inutile d'ajouter que la nouvelle du succès de M. Holden sera bien accueillie dans notre contrée, où il a importé l'industrie de peignage et où il jouit, à juste titre, d'une si haute considération.

FEUILLETON DU 21 MAI 1882

— 17 —

LE BLEUET

PAR GUSTAVE HALLER

CHAPITRE XXIII

« Où vous ai-je ? lui dit-il brusquement.

— Je suis Catherine, répondit la fille. J'étais au service de Mme Tilmann quand son fils a manqué de mourir. Vous savez bien ? M. Franz a été malade, je l'ai soigné avec sa mère, vous le soigniez aussi. Vous m'avez même donné de belles pièces d'or. Depuis ce temps-là, je vous suis bien reconnaissante.

— C'est mon témoin, » interrompit Mme Toquin.

Le visage franc de la paysanne tira Maksinski de son indécision. Il lui répugnait d'étendre la fermière, mais non une jeune fille qui ne pouvait prendre plaisir à faire du mal. Il trouvait là du moins une excuse envers lui-même.

Il fit entrer la servante dans son cabinet.

« Point de commentaires, lui dit-il, explique-toi vite. »

La fille intimidée frottait ses mains à plat de chaque côté de sa jupe.

« Parle ! je veux tout savoir.

— Mme Toquin vous a dit...

— Rien ! c'est toi qui dois parler. Que sais-tu ?

— Voilà. J'étais donc en service chez Mme Tilman avant d'être chez les Toquin. J'ai soigné M. Franz avant que vous veniez. Sa mère me disait : « Vois-tu, il a le délire, » mais tu n'as pas le besoin d'écouter ce » qu'il dit. Quand on a la fièvre, on divague. Il ne faut pas répéter ces choses-là » après, parce qu'il serait fâché, lui ! » — Cette pauvre femme ! Jusque-là, elle avait toujours veillé son fils elle-même à cause de ça : mais lui, il ne voulait plus, parce que ça la fatiguait. Dame ! elle est vieille...

— Abrége !

— Deux mois après ce temps-là, Mme Toquin m'a offert d'entrer à son service avec un beau gage. J'ai bien voulu.

« Mais voilà qu'elle m'a fait des questions, des questions sur M. Franz, et tant... que je ne sais pas comment cela se tournait, mais je finissais toujours par dire quelque chose. C'est qu'elle a plus d'esprit que moi, voyez-vous !

— Viens au fait.

— Enfin elle m'a fait rapporter tout ce que M. Tilmann racontait dans sa fièvre... J'ai eu tort, puisque j'avais promis à sa mère de ne pas jaser, mais Mme Toquin m'assure que vous serez content.

— Je sais ce que pouvait dire Franz. Il parlait de Renée avec tendresse. Ils s'aiment comme frère et sœur, c'est tout simple ! Tu vois que je suis au fait.

— Oui... et il disait encore qu'il vous aimait, que vous étiez son enfant...

— Vois-tu ! Et il devait parler aussi d'une certaine Augusta?

— Il disait comme ça : « C'est un monstre ! je la hais... Elle m'a tué... » Oh ! il lui disait toutes sortes de méchancetés à elle. Je ne sais plus quoi : « — Ma femme ?... » jamais !... jamais !... Je n'aime que Renée, » c'est la seule qui gardera mon cœur !... »

Jusqu'alors la naïveté avec laquelle Catherine répétait tout cela rendait le soupçon impossible. Pourtant Maksinski, dévoré d'inquiétude, écoutait, attendait encore.

« Après ?... Après ?... Il n'y a plus rien, n'est-ce pas? demandait-il.

— Oh ! si ! Et c'est le pire, il paraît. M. Franz disait : « Non... je ne serai pas son » amant... quelle idée ! Vouloir, sous les » yeux de son mari, que j'estime, qui m'aime... et me le proposer !... »

— Il a dit cela?

— Oui, bien souvent !

— Qu'est-ce que cela veut dire ?

— Je ne sais pas, moi ! Je croyais qu'il parlait encore de cette Augusta, mais on prétend qu'il ne l'a jamais revue depuis qu'elle est mariée. — Pendant que Mme Toquin et moi nous étions en train de dire que ce n'était pas clair, M. Toquin est entré : « Parbleu ! a-t-il fait, Mlle Renée était » en amourette avec le Franz. Si je l'ai caché, c'est qu'ils demeuraient ici. Un soir, » je m'étais endormi sur ma chaise en fumant, je me réveille à une heure du matin, je monte pour aller me coucher ; en » passant devant la chambre de Franz, » j'entends du bruit. Il y avait deux voix : » la sienne et une autre plus douce. Je n'ai » pas pensé qu'il faisait comme ça deux » voix pour s'amuser; cela m'était égal..., » mais, je me demandais : Par où est-ce » qu'on est entré? Car pour aller chez » Franz, il faut passer dans la salle en bas » et nous y sommes toujours. Quand nous » n'y sommes plus, c'est fermé. — Le lendemain matin, comme j'étais descendu de » bonne heure dans le jardin pour rattacher » une vigne qui pendait de droite et de » gauche, ne voilà-t-il pas que sous la fenêtre de Franz je trouve quatre pieds » enfoncés dans la terre : deux grands et » deux petits !

» Je marche dans les grands, je vais toujours et j'arrive droit sous la fenêtre de » Mlle Renée. Là, les petits pieds cessaient » et les grands étaient enfoncés plus profondément. Bien sûr, Franz avait fait la » courte échelle à la demoiselle pour l'aider » à remonter. Ce n'était pas douteux, car » l'arbre en espalier était abîmé. Les grands » pieds après continuaient à se promener » tout seuls dans le jardin. »

Les yeux de Maksinski s'étaient enfoncés dans leur orbite, ses lèvres avaient pâli et se froissaient l'une contre l'autre.

Catherine continua sur un ton monotone:

« Quand j'ai vu ça, dit encore M. Toquin, » j'ai poussé de la terre sur les pas pour les » effacer. Je pensais que si l'on savait cette » histoire, ça ferait des affaires dans la » maison et que ça nuirait à la jeune personne. Maintenant, la voilà comtesse ; le » Franz et elle n'y ont rien perdu, au contraire : ils sont heureux et plus libres ! »

Maksinski, la tête penchée sur sa poitrine, n'entendait plus qu'à moitié ce que disait Catherine.

« Tu es une honnête fille, s'écria-t-il ; réponds-moi, dis-moi, tu crois cela ?

— M. le curé le croit ! Un curé, ça ne peut pas se tromper.

— Mais toi, le crois-tu ?

— Non.

— Pourquoi ?

— Je ne sais pas. Mme la comtesse a l'air honnête, et puis vous êtes gentil ! Pourquoi aimerait-elle M. Franz plus que vous ? Un mari ou un amoureux, c'est autre chose qu'un ami, c'est à nous comme notre tablier ou notre jupon. C'est nous-même enfin, et nous nous aimons toujours plus que les autres pas vrai ?

— Pourtant, tu n'irais pas, toi, dans la chambre d'un homme qui t'aurait sauvé la vie ?

— Non. S'il me demandait cela avant de me sauver la vie, je voudrais bien, mais après, je ne le voudrais pas.

— Oh ! malheureux que je suis ! s'écria Maksinski ; interroger cette fille !.... En haut, en bas, toujours le monde qui ne comprend pas cette amitié et n'y croit pas... Va-t'en. »

La paysanne s'éloignait, il la rappella.

« Encore un mot. A quelle époque M. Toquin a-t-il découvert cela ?

— Il dit que c'est le jour où il a vendu ses veaux. Ça doit être écrit sur son livre.

— Envoie-moi cette date, dit le comte en donnant sa bourse à la fille, et que je ne te revoie jamais ! Tais-toi, si tu peux, toi, tes maîtres et ton curé. »

Non seulement Maksinski avait écouté ces femmes, mais encore ils les croyait. Il s'élança sur un faisceau d'armes, dont il arracha un pistolet qu'il arma. Franz parut au seuil de la porte. Le comte s'appuya sur la table avec ses deux mains et resta les yeux hagards. Franz, effrayé, n'avançait pas.

« C'est toi ! » murmura enfin Maksinski. Et il se demandait : « Vais-je le tuer ? »

La reconnaissance l'arrêta.

« Adieu ! lui dit-il sans faire un mouvement. Adieu !... pour toujours !... je ne veux plus te voir ! Jamais ! jamais ! C'est tout ! Pense, si tu veux, que je suis fou, mais ne reviens pas ! n'écris pas ! je te le défend !... »

Franz le regardait avec terreur.

« On m'a dit que tu avais de l'amour pour Renée, que vous me trompiez tous les deux !.. On me l'a prouvé... C'est impossible ! révoltant ! incroyable ! Et... je le crois. Est-ce par raison ou par jalousie ? Je ne sais pas. Mon cœur saigne et se révolte... Je me fais horreur, et pourtant... je le crois. »

Ces deux hommes, immobiles tous deux, se regardaient sans oser quitter leur place. Renée entra.

Le comte poursuivit sans remarquer que sa femme était là :

« On m'a dit que vous aviez des relations ensemble à Breithaus, on a entendu parler Renée, la nuit dans ta chambre... et l'on a vu sur la terre la trace de ses pas et des tiens jusqu'à sa fenêtre, à elle !

— Mais c'est impossible, interrompit la comtesse. On ne peut pas avoir dit cela ! Franz, assurez-lui donc que cela n'est pas... Défendez-vous !... défendez-moi !...

— Vous défendre ! dit Franz avec fierté. Si le comte a cru de telles choses, il n'y a plus de remède. S'il a admis que nous puissions le tromper, quelle croyance aura-t-il dans notre parole ? D'ailleurs, si nous avons aujourd'hui des faits pour le détromper, en aurons-nous demain ? Renée, sans moi, vous n'auriez pas épousé Maksinski, et sans vous, je serais mort de mon amour ; c'est l'amitié qui a fait cela, mais on ne croit pas à l'amitié entre homme et femme, on l'interdit. Ces paroles, je les ai entendues de la bouche de votre père, le premier jour où nous avons parlé devant lui du sentiment qui nous unissait. Souvenez-vous ! Il avait raison, votre père. Nous avons fait un rêve impossible. Nous avons compté sans le monde, dont la voix formidable nous insulte tout à coup. Votre joie est troublée, votre réputation est attaquée, et tout cela à cause de moi ! Comme un égoïste je suis venu prendre sur votre bonheur ma part de consolation. Pardon !... Je ne troublerai plus votre tranquillité !... Ne me voyez plus ! mais aimez-moi encore... Pensez à moi de temps en temps... Tenez... un peu tous les soir à l'heure où j'arrivais. Pour vous, les nuages passeront et le ciel restera... Ruand on est deux, on se console de tout... »

Il baissait la tête, ses yeux étaient fixés à terre. On voyait à peine son visage. Ses larmes tombaient lourdement une à une.

A suivre